



Global Coalition to **Protect Education from Attack**

EMBARGO SUR LA PUBLICATION : [27 FÉVRIER, 12h30 EST, 17h30 GMT]

Un rapport démontre que l'attaque contre l'éducation est une tactique de guerre employée mondialement L'Afrique subsaharienne gravement affectée

(New York, le 27 février 2014) – Les écoles et les universités, ainsi que les élèves, les enseignants et les universitaires font l'objet d'attaques ciblées délibérées dans les conflits à travers le monde, a déclaré la Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques dans un rapport de 250 pages publié aujourd'hui. *L'éducation prise pour cible 2014* identifie 30 pays (voir [carte](#)) où s'est manifestée une tendance d'attaques délibérées entre 2009 et 2013, dont neuf en Afrique subsaharienne : en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Kenya, au Mali, au Nigeria, en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC), en Somalie et au Zimbabwe.

« Les établissements d'enseignement, les élèves et le personnel ne sont pas seulement pris entre deux feux, mais sont trop souvent la cible d'attaques », a déclaré Diya Nijhowne, directrice de la Coalition mondiale. « Ils sont bombardés, brûlés, abattus, menacés et enlevés précisément en raison de leur lien avec l'éducation. Ils sont des cibles faciles et vulnérables, et les États ainsi que les groupes armés doivent les protéger afin qu'ils ne soient pas utilisés comme une tactique de guerre. »

Les groupes armés non étatiques comme les forces militaires et de sécurité nationales attaquent l'éducation pour servir leurs propres intérêts, a indiqué la Coalition mondiale. Ils peuvent attaquer en guise de représailles contre le soutien perçu d'une communauté à l'opposition ; chercher à démontrer un manque de contrôle du gouvernement en s'en prenant aux écoles et aux enseignants, des symboles de l'État ; attaquer des forces basées dans un bâtiment scolaire ou l'utilisant ; ou s'opposer à la propagation d'idées considérées comme étant répréhensibles, comme l'éducation des filles.

« Les attaques contre l'éducation au cours des cinq dernières années ont tué des centaines d'élèves, enseignants et universitaires et en ont blessé beaucoup d'autres », a expliqué Diya Nijhowne. « Des centaines de milliers d'élèves se sont vu refuser le droit à l'éducation quand leurs écoles et leurs universités ont été volontairement endommagées ou détruites, ou bien utilisées à des fins militaires. »

Le conflit en Côte d'Ivoire est un exemple grave. Au cours de la crise postélectorale de 2010-2011, des groupes armés et les forces militaires nationales ont détruit, endommagé, pillé ou utilisé près de 500 écoles et universités.

Dans le sillage de la rébellion de la Séléka en RCA à la fin de 2012 et en 2013, plus de 100 écoles ont été pillées ou saccagées par les rebelles, les soldats et les populations locales, et plusieurs ont été attaquées intentionnellement – criblées de balles, bombardées

ou incendiées. Les membres de la Séléka seraient entrés dans une école et auraient dit aux élèves que s'ils reprenaient les cours, ils seraient pris en otage.

Dans 25 des 30 pays analysés dans le rapport, dont huit en Afrique (voir [carte](#)), les parties belligérantes ont pris le contrôle d'écoles entièrement ou en partie, les utilisant comme bases, casernes, positions de tir, caches d'armes, centres de détention et de torture et même en guise de fosses communes.

Les bâtiments qui auraient dû être des espaces sûrs pour l'apprentissage sont devenus de véritables champs de bataille lorsque leur utilisation à des fins militaires les a transformés en cibles d'attaques. En Somalie, où des militants armés ont combattu les forces gouvernementales depuis des bases situées dans des écoles, un garçon s'est rappelé un incident terrifiant survenu en 2010 alors qu'il se trouvait en classe: « *L'école a été frappée par une arme qui ressemblait au tonnerre en arrivant, puis elle a fait une grosse explosion.* » Trois enfants sont morts dans cette attaque et six ont été blessés.

Lors de clivages idéologiques qui dégénèrent en violences, l'éducation peut constituer une cible principale. En juillet 2013, des hommes armés ont attaqué le dortoir d'un pensionnat dans le nord du Nigeria, en y mettant le feu en pleine nuit alors que les élèves dormaient et en tirant sur un grand nombre de ceux qui tentaient de s'échapper. Au moins 22 élèves et un enseignant ont été tués. Dans un message vidéo publié peu de temps après, Aboubakar Shekau, leader du groupe islamiste Boko Haram, a revendiqué les attaques contre les écoles et a déclaré : « *Les enseignants qui répandent l'éducation occidentale ? Nous les tuons ! Nous les tuons !* » La réponse du gouvernement dans de nombreux cas a été de fermer les écoles, parfois pendant des mois, bloquant ainsi l'accès à l'éducation.

Les écoles sont également des sites où les groupes armés enlèvent les enfants et les obligent à combattre ou servir d'autres façons. Un élève de 17 ans dans la province du Nord-Kivu de la RDC a indiqué qu'en avril 2012, des hommes armés sont entrés dans son école vers la fin des cours, ont lié les mains des élèves et les ont fait sortir de l'école pour rejoindre à pied les forces qui combattent pour le général rebelle Bosco Ntaganda.

La Coalition mondiale a également examiné les attaques contre l'enseignement supérieur, qui ont été moins surveillées que les attaques contre les écoles primaires et secondaires. Les collèges et les universités ainsi que les élèves et les universitaires individuellement ont été attaqués dans 28 des 30 pays étudiés (voir [carte](#)), notamment huit pays d'Afrique. Dans toute l'Éthiopie, par exemple, les agents de sécurité ont arrêté et détenu des étudiants, en particulier ceux qui sont des partisans réels ou supposés du groupe rebelle le Front de libération Oromo, dans une tentative de faire taire la contestation politique.

Entre 2009 et 2013, la Coalition mondiale a constaté que les élèves et les enseignants en Afrique étaient les plus exposés aux risques d'attaques dans trois pays *fortement* ou *très fortement touchés* (la Côte d'Ivoire, la RDC et la Somalie), où dans chaque cas il y a eu des rapports faisant état d'au moins 500 incidents d'attaques ou d'utilisation des écoles à des fins militaires, ou de 500 victimes liées à l'éducation et jusqu'à plus de 1000 attaques ou victimes.

Pour compiler les données, la Coalition mondiale s'est appuyée essentiellement sur des informations fournies par les Nations Unies, des organisations de droits humains respectées et les médias. Les auteurs du rapport ont également interrogé des experts nationaux et commandé des recherches sur place. *L'éducation prise pour cible 2014* fait suite à deux rapports de l'UNESCO, publiés en 2007 et 2010.

La Coalition mondiale a également exploré les moyens de protéger l'éducation. Il s'agit notamment de : mener des enquêtes sur les attaques et des poursuites contre leurs auteurs ; négocier avec les parties belligérantes afin de respecter les écoles comme zones de paix ; mettre fin à l'utilisation des écoles et des enseignants pour les tâches électorales dans les zones de conflit ; assurer l'accès équitable à l'éducation pour les groupes d'identité différente ; et améliorer les programmes visant à traiter les perceptions selon lesquelles l'éducation est biaisée et afin de renforcer le respect de la diversité.

En particulier, la Coalition mondiale a appelé à l'adoption généralisée des [Lignes directrices de Lucens pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés](#). Les Lignes directrices s'appuient sur les droits humains internationaux et le droit humanitaire ainsi que les bonnes pratiques pour préserver l'éducation comme un sanctuaire en période de conflit.

La Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques (GCPEA) est une coalition d'organisations qui comprennent : le Council for Assisting Refugee Academics (Conseil d'aide aux universitaires réfugiés, CARA), Human Rights Watch, l'Institute of International Education, Protéger l'éducation dans l'insécurité et les conflits, Save the Children, Scholars at Risk Network, l'UNESCO, le HCR et l'UNICEF. La GCPEA est un projet du Centre Tides, une organisation 501 (c)(3) à but non lucratif.

Les contenus suivants peuvent être consultés à l'adresse suivante :

<http://www.protectingeducation.org/user/login?destination=secure/education-under-attack-2014>

Données de connexion :

Nom d'utilisateur : GCPEA Secure

Mot de passe : Pr3v1ew8a#

- [« L'éducation prise pour cible » \[vidéo\]](#)
- [Cartes de L'éducation prise pour cible](#)
- [Faits saillants et résultats du rapport](#)
- [Foire aux questions sur le rapport](#)
- [Résumé de L'éducation prise pour cible 2014](#)

Contact :

Anglais et français : Véronique Aubert, V.Aubert@savethechildren.org.uk,
+44.795.055.1241

Secretariat Office

350 Fifth Avenue, 34th Floor

New York, NY 10118-3299

1.212.377.9446

www.protectingeducation.org